

AQUA DOMITIA

Surmontera t-il les contradictions soulevées par les lanceurs d'alertes face aux certitudes affichées des acteurs institutionnels ?

**Compte rendu détaillé et commenté de la 13^e réunion publique
PRESENTATION DES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DU DEBAT PUBLIC
Jeudi 15 décembre 2011 à 18 h 00
Palais des sports – Boulevard Frédéric Mistral - 11100 Narbonne**

Thierry Ruf
Géographe

Intervention d'accueil d'André Viola, Président du Conseil général de l'Aude

M. Viola se félicite du débat public positif qui a permis de clarifier le projet et de mieux le présenter du point de vue technique comme de celui des objectifs agricoles, touristiques, environnementaux et domestiques. Le débat s'est enrichi des réunions et des cahiers d'acteurs. Les personnes non favorables ont argumenté et proposé des alternatives. Pour le département de l'Aude, il est prévu de poursuivre le maillage du territoire, l'interconnexion des réseaux, la recherche des fuites et plus généralement les économies d'eau. Il faut préserver les nappes, éviter les forages individuels privés ou publics. Il y a une forte attente de la profession agricole sur l'irrigation raisonnée.

Le Conseil Général de l'Aude sera aux côtés du Conseil Régional sur le futur service public régional de l'eau. Aqua Domitia comporte un volet agricole et un volet d'eau potable. Il faut soutenir les demandes de subventions à l'Union Européenne. L'engagement définitif se fera en 2012.

Première partie : les premiers éléments de synthèse des débats sur Aqua Domitia

1.1. Présentation des principaux enseignements du débat public par les membres de la Commission particulière du débat public

Pour les détails de cette présentation, voir le site :

<http://www.debatpublic-aquadomitia.org/docs/reunions-publiques/rp-111215/111215-enseignements-cpdp.pdf>

Voir aussi le compte-rendu critique de la réunion territoriale de Perpignan, où l'essentiel de cette présentation avait été donné pour la première fois en introduction aux débats territoriaux.

(NR. La CPDP expose de manière équilibrée et résumée l'ensemble des arguments « pour » ou « contre », ou plus exactement les certitudes des promoteurs et les interrogations des détracteurs. Globalement, l'exposé des principales idées exprimées depuis septembre reflète bien l'évolution ressentie au fur et à mesure des débats publics et des prises de position des acteurs.)

1.2. Echanges avec le public

Jacques Vignon, de l'association Mosson coulée verte, considère qu'on n'a pas assez parlé des conséquences du changement climatique sur les pratiques agricoles, qui vont devoir se transformer largement. L'impact sur la fréquentation touristique est aussi important, dans un cordon littoral déjà sursaturé, il y aura un lien direct entre l'amenée de l'eau et l'accueil complémentaire.

Didier Vordy, Maire de Minerve, indique qu'il a appris par hasard la tenue de cette réunion. Il ne comprend pas pourquoi l'information est si mal passée. Vignerons, il considère que la vigne aurait une qualité constante avec l'eau d'irrigation. Mais justement, alors qu'on souhaite développer la viticulture sur le Haut Minervois, et qu'il serait bon de libérer le littoral de la pression touristique en créant du tourisme dans l'intérieur du Languedoc, Aqua Domitia n'apporte pas de réponse.

(NR. C'est très étonnant d'entendre un maire se plaindre de n'avoir pas été informé. Effectivement, aucun journal de la région ou des départements n'a donné clairement le programme détaillé des débats publics. La Presse régionale n'a rien couvert. Les télévisions régionales n'ont jamais fait de reportage ou évoqué le sujet. Volonté manifeste ou négligence?).

Madeleine, citoyenne du Monde, affirme que le changement climatique prendra des formes en dents de scie, pour la température comme pour les précipitations. Si on a de l'argent à investir, il faut prendre des précautions, prévoir des retenues collinaires. Il faut l'imagination au pouvoir ! L'irrigation pour la viticulture, c'est en définitive très peu d'eau sur deux mois de l'année. Le bon outil, ce n'est pas Aqua Domitia, ce sont les retenues collinaires.

Agnès Gizard, d'EELV, considère que le projet n'est pas viable économiquement sans subvention européenne. Dans les débats précédents, il a été affirmé qu'on ne pouvait pas remplir des bassins collinaires avec l'eau d'Aqua Domitia car ce serait trop cher. Il faut d'abord investir dans la réduction des pertes et rediriger le financement vers les recherches d'adaptation.

Jean Luc Thibaut, de l'Association Ecologie du Carcassonnais des Corbières et du Littoral Audois (ECCLA), trouve qu'on a toujours évoqué l'investissement mais rarement le fonctionnement du projet aqua Domitia. On ne dispose pas d'information sur ce fonctionnement sur 30 ou 40 ans. Si on s'en tient à la demande en eau viticole, cela revient à distribuer de l'eau 15 jours par an. Le fournisseur d'eau ne pourra jamais faire marcher son système avec cela.

Par ailleurs, il s'étonne que les principes du Grenelle II de l'environnement ne soient pas appliqués ici : quand on a un projet, on doit présenter une alternative pour obtenir le même résultat. Cela manque. Une fois que le tuyau sera fait, on risque de ne plus faire d'économie d'eau... mais si les conditions changent et que les économies s'avèrent plus rentables, le tuyau risque d'être en faillite.

Madeleine reprend : Le service public régulateur d'eau, est-ce que cela sera vraiment public ou bien délégué au privé ? Agnès Gizard surenchérit : Dans la mesure où BRL verse des dividendes à la SAUR, compagnie privée, Aqua Domitia devra être rentable pour rémunérer ses actionnaires.

Deuxième partie : synthèse des promoteurs d'Aqua Domitia

2.1. Intervention de Christian Bouillé, Conseiller régional - questeur - délégué à l'eau, aux risques naturels et Aqua Domitia.

M. Bouillé rebondit sur les questions du premier échange avec le public, avec l'idée qu'on ne peut pas aller plus vite que la musique. La création d'un service public régional de l'eau a été votée le 1^{er} septembre 2011. Une négociation est en cours avec la SAUR pour racheter ses parts dans BRL. Il y a eu trois mois de débats sur Aqua Domitia, on arrive à la conclusion. On attend le rapport de la commission.

M. Bouillé excuse le Président Bourquin retenu ailleurs.

(NR : c'est effectivement une surprise. M. Bourquin n'a assisté à aucune des 13 réunions publiques. Quel sens donner aux priorités pour d'autres engagements alors que la région présente toujours la question de l'eau comme une pièce centrale de la politique régionale ?)

M. Bouillé retient que la participation aux réunions est restée assez faible, alors que tous les moyens médiatiques ont été utilisés. Si on avait asséché les villages, tout le monde serait venu nous voir.

(NR : l'intervention précédente du Maire de Minerve ne va pas dans ce sens. De notre point de vue - nous en parlerons dans la 5^e partie – les medias officiels n'ont pas relayé le débat public et la presse régionale n'a pas suivi ni rendu compte des réunions thématiques, pas plus que des réunions territoriales, à l'exception de l'Indépendant).

La région a été excessivement intéressée par ce débat qu'elle a demandé.

(NR : ça c'est nouveau. Les premières interventions montraient plutôt que la région avait subi le débat formellement demandé par l'entreprise BRL, selon les termes de la loi. Rappelons que les rares comptes rendus dans la presse indiquent que ce serait la CNDP qui aurait demandé le débat, alors qu'elle n'est que l'organisatrice et le garant d'un débat exigé par la loi républicaine).

M. Bouillé poursuit : cette affaire remonte au tuyau pour Barcelone. Le projet a mûri, il a été débattu dans le cadre des réunions avec le Préfet. Il faut prendre des décisions claires. Des centaines de participants se sont impliqués. Les cahiers d'acteurs sont bien illustrés, ça a coûté cher : 750 000 euros payés par la région. Il y a eu des fidèles aux réunions, comme la dame blonde, M. Ruf qui n'a raté que deux réunions.

Pour la région, il faut respecter les délais prévus, le débat se finit le 29 décembre. Il faudra partager cela avec les élus, les 445 maires et les élus du Conseil Régional. On peut relever une large expression, de meilleures explications, un débat tranquille, pas comme sur le doublement de l'autoroute A9. Il y a eu l'expression des demandes des viticulteurs pour favoriser la qualité des vins et lutter contre la concurrence du Chili et de l'Australie, et il y a aussi la demande locale pour des circuits courts, de proximité. Il manque de l'eau. Il faut sécuriser les besoins en eau potable pour les collectivités, en respectant un partage équitable et solidaire, une égalité des chances. Il faut une gestion économe de l'eau, éviter les gaspillages et les pollutions, préserver les milieux aquatiques. Les eaux du Rhône filtrées sont

de bonne qualité. Tout cela conforte la politique cohérente de l'eau que la région mène. Il faut des projets de territoires et des concertations locales, mettre en place les réseaux secondaires. Cela ne servirait à rien d'avoir une épine dorsale de 130 km de long et pas de branches de desserte. BRL est un outil, les sciences et les techniques sont incontournables. Mais il faut trouver des crédits pour les dessertes. On s'appuiera sur les 25 bassins versants et les SAGE.

En conclusion, M. Bouillé reconnaît la qualité de la commission et de M. Marzolf et précise que la région continuera. Aqua Domitia est un outil parmi d'autres.

(NR : La plupart des intentions générales de la politique régionale sont tout à fait recevables, elles correspondent d'ailleurs aux grands principes des lois environnementales. Même si M. Bouillé affirme qu'Aqua Domitia est un outil parmi d'autres, il ne nous a pas démontré que c'était un outil indispensable avec les autres. On peut fort bien concevoir une politique de bassins versants visant à sécuriser les eaux potables, maintenir les milieux aquatiques et assurer un développement raisonnable de l'irrigation collective à partir des ressources locales de chaque bassin, avec un investissement et surtout un fonctionnement plus durables que ce qui est proposé par Aqua Domitia.

M. Bouillé s'exprime quelques jours plus tard dans Midi Libre en donnant deux orientations majeures pour cette fin de débat : il faut que ça se passe vite, ... C'est celui qui paye qui dirige - Midi Libre, 24 décembre 2011, p9)

2.2. Intervention de Jean-François Blanchet, Directeur général de BRL

M. Blanchet est directeur par Interim de BRL, à la suite de la démission de M. Allet durant le cours du débat public, suite à un désaccord sur la gouvernance de BRL avec la Région.

M. Blanchet débute son exposé en clarifiant les choses : la région donne l'orientation politique, BRL est l'opérateur technique. S'inspirant de l'origine romaine de Narbonne, M. Blanchet s'exclame : nous sommes venus, nous avons vu, nous avons entendu ! Pour lui, le débat montre qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir, plus de transparence et de communication à faire. BRL a fait de gros efforts pour rendre intelligible le dossier présenté, mais on n'en a pas fait assez. Il faut continuer à dialoguer pour la suite.

Il ne s'agit pas d'une solution unique aux problèmes posés. Apporter de l'eau, ce n'est pas favoriser le gaspillage. C'est une substitution qui permettra d'arrêter des forages. Pour la partie agricole, les nouveaux équipements d'arrosage ont permis de diminuer de 40% la consommation d'eau. Le but d'avoir de l'eau, c'est avoir des itinéraires qualitatifs.

Malgré cela, il y a des opposants dans le débat. Pour BRL, cette confrontation au réel nous a fait bouger.

(NR : effectivement, la forme et le positionnement de BRL évolue dans le débat avec cette idée simple de l'écoute des avis contraires).

M. Blanchet précise sa pensée. Il y a d'abord l'attente sur le prix de l'eau agricole, qui devrait être homogène sur la région, adapté aux usages et incitatif à l'économie d'eau. Aqua Domitia ne représentera pas plus de 10% du réseau régional d'eau brute pour l'agriculture. Si le prix était trop élevé, on est conscient qu'il y a un risque de développement des forages. Il y a aussi un chantier de réflexion sur la proportionnalité des tarifs de l'eau agricole.

BRL doit évoluer sur l'accompagnement et le conseil auprès des maîtrises d'ouvrage locales et des bénéficiaires de projet, notamment pour déterminer quels sont les bons itinéraires d'arrosage, la bonne quantité, le bon moment pour irriguer.

BRL doit aussi renforcer l'information sur la qualité de l'eau distribuée et se tourner vers le grand public.

BRL est au service de l'intérêt général. Ce n'est pas une entreprise privée, c'est maintenant une société d'économie mixte, opérateur privilégié du service public, au service des élus du territoire. Il faut dépasser cette ancienne image des ingénieurs de l'eau. Nous sommes la main au service d'une tête, et Louis Pouget est un grand acteur de cela.

Investir 280 millions d'euros suppose qu'on est certain de l'intérêt du projet, car on prélève des sommes d'argent qui ne vont pas ailleurs.

Plus que l'eau, c'est l'énergie qu'il faut bien gérer à l'avenir et il faut garder un objectif d'exemplarité dans le processus.

La concertation a été un passage obligé par la loi, mais nous souhaitons continuer cette concertation après le débat de la CPDP.

(NR : sur le fond, M. Blanchet envisage effectivement un rôle nouveau pour BRL, mais la référence à M. Pouget comme artisan du repositionnement des acteurs nous amène naturellement à essayer de comprendre comment les sociétés délégataires de la gestion de l'eau potable interagissent avec le service public régional de l'eau. Cette inquiétude est confirmée par l'article publié quelques jours plus tard dans un supplément publicitaire de la Gazette de Montpellier, où Aqua Domitia est mis en relation étroite avec le « Pôle de compétitivité Mondial de l'eau de Montpellier » et l'association SVELIA regroupant les entreprises. Rappelons que Véolia est le principal acteur économique de l'eau en Languedoc et dirige ce pôle).

2.3. Echanges avec le public

Une personne souligne le fait que BRL mutualise et intègre le réseau Aqua Domitia dans le réseau régional existant.

Madeleine Desmoulin s'interroge sur le lieu et le moment de la purification des eaux brutes. « Quand je prend l'eau du robinet, j'arrose la SAUR ! Mais si je bois du vin, je consomme l'eau du Rhône !

M. Blanchet répond que le relèvement de l'eau du Rhône s'opère sur une hauteur cumulée de 300 mètres pour disposer de la pression nécessaire dans les réseaux de desserte. Pour que le compte d'exploitation soit équilibré, il faut être économe en énergie. On peut jouer sur des équipements très chers mais très efficaces, ou des systèmes bon marché mais coûteux en fonctionnement. Ce sont des choix à faire. L'eau est livrée à des champs ou à des groupements d'agriculteurs. Le prix varie selon les contrats entre 0,15 et 0,30 Euro par m³ livré.

Pour la potabilisation, quand on a le choix, on privilégie l'eau souterraine. Mais parfois celle-

ci n'est pas de bonne qualité. On peut potabiliser l'eau du Rhône en suivant 200 paramètres. On le fait ainsi pour la Grande Motte, Le Grau du Roi, Nîmes et une partie de Montpellier.

J.D. Rinaudau, chercheur au BRGM, indique que beaucoup de personnes expriment non pas une opposition mais un questionnement sur les objectifs du projet. Là où le débat pêche, c'est que cela n'a pas été explicite. BRL réalise ses études pour son propre compte. Il y a un manque de transparence. Il n'ya pas de mobilisation de regards extérieurs. Réunir des avis complémentaires, ce serait favoriser la transparence.

M. Blanchet pense que la transparence est acquise par les données et rapports disponibles. Les compétences locales existent. On a remis à la collectivité les études faites par des experts reconnus de niveau international. On pourrait se payer des études avec trois cabinets différents, cela coûte cher à l'argent public. Le débat public permet lui-même de porter à connaissances, de rendre le projet accessible. On ne cherchait pas à changer tous les regards. De leur côté, les opposants ont peut être évolué aussi. Jamais on est allé aussi loin dans un débat public. M. Blanchet ajoute que BRL fait partie du Pôle mondial de compétitivité sur l'eau.

M. Marzolf évoque le besoin d'experts pluralistes. M. Rinaudo donne un exemple précis : il est très difficile de reconstituer les différentes surfaces irriguées à travers les données présentées dans chaque maillon et territoire. Avoir un regard extérieur ne signifie par forcément opposition.

Didier Vordi, maire de Minerve, se demande si on a tenu compte de l'emploi et des incendies.

Michel Salom, de l'association Mosson Coulée verte, s'étonne de l'expression « renforcement de l'information », alors qu'on devrait travailler sur le renforcement de la qualité elle même.

M. Blanchet explique que BRL ne transforme pas l'eau. Parfois l'eau est à plus de 25°C, ce qui pose des problèmes. Mais BRL contrôle la qualité de l'eau lui même. Depuis 1992, des réels efforts ont été faits pour réduire les polluants. Il ya aussi des éléments indésirables dans les rivières du Languedoc-Roussillon. Par ailleurs, on a aussi le projet de réduire les fuites et de diminuer les consommations.

Un internaute suggère de prendre exemple sur les autoroutes qui prélèvent 1% du tarif pour disposer d'un budget d'efforts paysagers. On pourrait prendre une part du prix de l'eau pour favoriser les économies d'eau.

M. Ruf demande si une étude a été faite pour employer l'eau du barrage du Lanoux, dans les pyrénées-Orientales à la sécurisation de l'eau potable, du fait qu'il vaudrait mieux compter sur des eaux de montagne non polluée et non sur des eaux du Rhône.

M. Blanchet admet que cette solution est envisageable pour les P.O. mais trop éloignée de la zone visée par le projet Aqua Domitia, mais il n'exclut rien. Le Lanoux pourquoi pas ? En tous cas, l'eau du Rhône serait bien trop chère pour desservir les P.O.

Maryse Ardit s'interroge sur la compétence de BRL au delà de Narbonne, vers le sud.

M. Blanchet convient que la limite du périmètre d'action concédée par l'Etat était celle-là, (sans les P.O.) mais que BRL est maintenant dans le giron régional.

Troisième partie : visions d'agglomérations sur Aqua Domitia

3.1. Intervention de Louis Pouget, Vice-président de la Communauté d'agglomération de Montpellier

« On s'est tout dit » s'exclame M. Pouget. Il y a des rapports précis, détaillés par la commission. Pour l'Agglo de Montpellier, on a déjà BRL sur l'Est et le Sud. On veut boucler le maillon Ouest et Nord.

(NR : on peut incidemment noter que les travaux du maillon ouest ont démarré dès 2011 pour traverser la commune de Clapiers en direction de Montferrier, alors que le débat était programmé mais pas encore commencé. On veut effectivement aller vite).

Le rôle de BRL, c'est pallier aux défaillances de l'étiage.

(NR : pourtant, dans le débat Aqua Domitia, il a été précisé que BRL et la région ne comptait pas faire du soutien aux étiages dans les fleuves Hérault, Orb et Aude, comme cela se fait pour le Lez à Montpellier).

M. Pouget hausse le ton. Pour lui, tous ceux qui sont en charge des affaires publiques sont pour Aqua Domitia : les chambres de commerce, les chambres d'agriculture, les Conseils Généraux. Qui est contre ? Un professeur. Et un autre dont on ne sait pas au juste ce qu'il souhaite. Pour les populations représentées et concernées, 98% est pour. Il y a des individuels à la recherche d'un pouvoir.

(Nr : La salle conteste bruyamment).

M. Pouget poursuit : On regarde l'intérêt général, la bonne conduite des décisions. La politique, c'est quelque chose de noble. Si on n'a pas cet esprit, il ne faut pas faire de politique. BRL est un service public.

M. Pouget achève son intervention sur une mise en cause des Verts qui défendraient de l'eau pour l'agriculture et seraient contre l'urbanisation. On n'y comprend plus rien, dit-il.

M. Marzolf intervient en rappelant la démarche d'équivalence dans un débat public. On ne compte pas le nombre de voix. On écoute les arguments. Il note au passage que la commission exigera que M. Bourquin la reçoive. La CPDP est une institution de la République.

(NR : jusqu'à présent, toutes les réunions publiques avaient été posées et tous les intervenants avaient exposé leur vision et échangé avec civilité. Pourquoi serait-il obligatoire d'avoir 100% d'avis favorable à un projet quelqu'il soit ? J'aurai l'occasion de répondre plus tard à M. Pouget en préambule de l'exposé sur la position d'Europe Ecologie Les Verts – Languedoc-Roussillon – voir partie 5)

3.2. Intervention de Philippe Barbet, Sous-directeur de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'agglomération de Béziers

M. Barbet intervient en représentation de M. Couderc.

La CABEM remercie la commission pour le débat public. Le projet Aqua Domitia a des objectifs techniques bien déterminés, avec un débit transféré de 2,5 m³/s, et des économies d'eau. Les eaux souterraines sont plus adaptées à l'eau potable. Aqua Domitia est une ressource complémentaire positive mais il y a des points à clarifier.

Les projets de dessertes sont à préciser. On a l'impression que c'est finalement l'Orb qui va servir et pas le Rhône. Or, il y a une solidarité amont-aval sur l'Orb. Le mode de gouvernance est encore mal défini. Des décisions unilatérales ont été prises par le porteur du projet Aqua Domitia, en transférant de l'eau de l'Orb vers l'Aude. La CABEM restera très vigilante.

3.3. Intervention de Georges Cribaillet, Vice-président de la Communauté d'agglomération du Grand Narbonne

M. Cribaillet, en charge de l'Agriculture, représente le Président de l'Agglo du Grand Narbonne. Il excuse aussi le responsable de l'eau de l'Agglo qui n'a pas pu venir çà cette réunion.

Tout ce qui avait été soulevé dans la réunion thématique de Capestang a été retenu. Les élus prennent leur responsabilité sur leurs épaules. Nous sommes responsables. Il y a des craintes. On est dans des intercommunalités. On a aussi peur de prendre de mauvaises décisions. Les études sont faites, l'agriculture peut être irriguée par l'eau du Rhône. On ne va pas empoisonner les sols.

Le comité de pilotage réunit toutes les administrations compétentes. Tout cela se fait de façon responsable. Vous avez le droit de demander des comptes. La priorité c'est Aqua Domitia et la ligne TGV. Il y a des instances, les SAGE, où travaillent des élus et des associations.

Nous avons eu le premier grand débat en direct, mais il faut faire la part des choses. Il n'y a pas eu d'altercation dans ce débat. On doit des réponses. On fait de l'information. Ne jetez pas tout ! Lisez les bulletins des instances !

3.4. Echanges avec le public

M. Marzolf s'étonne de l'emportement de M. Pouget qui était resté calme pensant tous les débats précédents.

Maryse Arditi réagit aux propos de M. Pouget. Il y a 35 ans, on était un pour mille à parler du réchauffement climatique. Il faut que les lanceurs d'alertes s'expriment.

Agnes Gizard rappelle que, lors de débats précédents, les informations sur la qualité des eaux devaient être rendues publiques. On lui précise que c'est depuis le matin du 15 décembre sur le site.

Mme Cathy Vignon décrit l'eau comme de l'or en barre dans cette affaire Aqua Domitia, et M. Pouget déclare « oui, les femmes aiment cela ». Plus sérieusement, il pense qu'il faut faire des économies d'eau et que, pour le Lez, une prospection nouvelle va être lancée.

Henri Cavalier, vigneron et élu bittérois, attend l'eau avec impatience. « De Sérignan à Valras, les cultures crèvent ».

Madeleine Desmoulin explique avoir bien connu René Dumont et la campagne présidentielle de 1974 où il montrait un verre d'eau, comme symbole d'un sujet d'inquiétude pour l'avenir.

M. Cribaillet reprend le dimensionnement des arrosages : 7000 à 14000 hectares, cela ne va pas changer les choses. On ne va pas inonder les vignes, c'est juste un petit plus à un endroit précis.

(CR : un petit plus pour 7000 hectares réellement irrigables en vigne, 15 jours par an, 500 m3 par hectare et qui revient à 20000 euros par hectare et ne fera jamais la rentabilité de BRL... Un petit plus qui favorise la plaine littorale aux dépens des coteaux et des montagnes et qui va aussi produire des dissensions entre bénéficiaires et non bénéficiaires).

Quatrième partie : visions d'organisations agricoles sur Aqua Domitia

4.1. Intervention de **Serge Vialette**, Elu à la Chambre Régionale d'Agriculture Languedoc-Roussillon

Les échanges du débat Aqua Domitia ont été importants. L'eau est plurielle, potable, agricole, touristique. Cela se construit dans des territoires. Montpellier a maintenant le climat de Valence en Espagne.

(NR : Montpellier a en réalité le climat estival de Valence, mais pas le climat hivernal. La pluviométrie est très supérieure actuellement dans le Languedoc que dans le pays valencien, et le Languedoc a deux énormes châteaux d'eau, les Pyrénées et le Massif Central, ce dont ne bénéficient pas les valenciens).

Même au niveau agricole, l'eau est plurielle. Le maraîchage, les ceintures vertes, la vigne. Les acteurs agricoles se sont retrouvés dans ce débat. L'eau est précieuse. On pratique une hydraulique de précision avec le goutte à goutte, les compteurs, le soin apporté au compte d'exploitation.

On veut une mutualisation globale de l'eau agricole sur toute la région avec le même prix partout. Il ne faut pas de jalousie entre caves, entre filières. Le tuyau, ce n'est que 10000 hectares de vigne, cela ne fera pas tout. On ne fera pas 100 quintaux de maïs à l'hectare, on régularisera seulement nos productions. Il faut additionner les projets, ne pas aller contre le progrès. Bravo à la région ! Conclut M. Vialette.

4.2. Intervention de Philippe Vergnes, Fédération Régionale de la Coopération Viticole Languedoc-Roussillon

Aqua Domitia est une réponse partielle. Il faut des retenues collinaires et des bassins de stockage. Des millions de mètres cubes sont partis à la mer en novembre 2011. Il faut

recupérer l'eau des stations d'épuration. En Espagne, il y a eu des erreurs. Mais pour autant, ici, dans certains secteurs, on devra quand même irriguer à partir de forages, dans les Corbières par exemple. Et défendre un paysage avec les paysans.

4.3. Echanges avec le public

M. Bouillé félicite les deux intervenants qui parlent avec cœur, intelligence et pratique. « Avec l'eau d'Aqua Domitia, on fera du bon vin », s'exclament-il.

M. Vignon critique les discours des viticulteurs. Le rapport qualité –prix n'est pas bon. Très peu d'agriculteurs sont concernés par l'investissement de 280 millions d'Euros. Il faudrait avoir un plus grand nombre concerné.

M. Vialette répète que l'eau est plurielle et qu'il faudra s'intéresser à en donner aux maraîchers comme aux semenciers qui pourraient arroser un potentiel de 15000 hectares.

Cinquième partie : visions d'organisations écologistes sur Aqua Domitia

Participant directement à cette table ronde, je n'ai pas pris de notes détaillées des interventions et du débat, et je n'ai pu accéder au verbatim de la réunion avant la date limite du 29 décembre 2011. Sont donc repris ici directement les textes écrits par la CPDP dans sa synthèse publié sur le site web. Restent les commentaires additionnels en bleu et italique.

5.1. Intervention de Maryse Arditi, Association Ecologie du Carcassonnais des Corbières et du Littoral Audois (ECCLA)

Maryse ARDITI note que si tout le monde était favorable à Aqua Domitia au début du débat, les interrogations ont été de plus en plus nombreuses au fur et à mesure de sa progression. Les cahiers d'acteurs du monde associatif sont arrivés tardivement. Les cahiers d'acteurs sont répartis comme suit : dix pour les élus, huit pour le monde agricole, six pour les acteurs de l'eau, cinq pour les CCI, sept pour le monde associatif et quatre divers.

(CR. Mme Arditi relevait en plus qu'il y avait vraiment une diversité des positions dans ces cahiers)

Maryse ARDITI souhaite lancer un appel fort à la région et à BRL pour qu'une étude approfondie soit réalisée sur les économies d'eau et leur coût avant toute décision. Elle regrette de ne pas avoir pu demander, sur ce point précis du dossier, une expertise complémentaire.

5.2. Intervention de Cathy Vignon, Association Paillade Mosson Coulée Verte

Les craintes de l'association se sont révélées fondées sur plusieurs points. L'objectif n'est pas d'amener l'eau à un territoire. Le projet n'aura aucun impact sur les projets de forage existants. L'abondance d'eau n'est pas de nature à entraîner des économies dans sa consommation. La sécurisation en quantité ne rime pas avec la sécurisation en qualité. L'utilisation sans limites des ressources conduira à des conflits d'usage. Il n'y a pas de prospective sur l'estimation des besoins en agriculture. Les rendements viticoles ne s'amélioreront pas. Elle reconnaît que l'association n'a pas su communiquer sur la notion de « pressions sur les milieux ». Le débat public laisse néanmoins l'association optimiste. Cette dernière pense que les élus feront les bons choix. Elle propose que la concertation se poursuive au sein du Parlement régional de l'eau.

5.3. Intervention de **Thierry RUF**, Europe Ecologie les Verts Languedoc-Roussillon

(NR : avant de m'exprimer au nom d'EELV-LR, j'ai tenu à préciser à M. Pouget que mon travail de suivi régulier des débats et des arguments est une activité professionnelle normale pour un chercheur spécialiste des dimensions sociales et institutionnelles de l'eau, et que ce travail n'est pas isolé mais en correspondance avec la communauté scientifique et universitaire languedocienne de l'eau. Par ailleurs, mon implication politique n'est pas exceptionnelle, bien d'autres universitaires et chercheurs ont, à un moment de leur carrière, estimé apporter quelque chose au débat politique, comme René Dumont l'a fait – je suis agronome et ancien élève de René Dumont- ou d'autres à commencer par Christian Bouillé, ancien professeur de l'université de Montpellier II)

Pour Thierry RUF, le débat a suivi une forte communication « pro » Aqua Domitia, et la couverture du débat par la presse régionale a été très limitée.

Dans son cahier d'acteurs, EELV dénonce l'absence de bilan hydrologique global, les carences de l'évaluation des besoins, les objectifs obscurs, le défaut de bilan rétrospectif précis sur la gestion de la portion Est du tuyau, la persistance des doutes sur la qualité des eaux transférées, l'absence d'examen sérieux des propositions alternatives, les coûts disproportionnés et le budget de fonctionnement opaque. Pour l'ensemble de ces raisons, EELV se prononce contre le projet actuel et propose des assises régionales de l'eau. Une autre politique de l'eau est possible, où la sobriété comme philosophie de la vie aurait sa place.

(NR : je citai dans mon exposé que la région PACA développait en ce moment même une autre forme de débat public axé sur des principes récemment affirmé à Marseille le 12 décembre 2011 : des spécificités méditerranéennes, la solidarité, la sobriété, l'eau comme bien commun. L'ensemble de cette réflexion pousse les acteurs du débat à privilégier une politique d'eau agricole axée vers les zones difficiles, en particulier de montagne, et une évolution vers des gestions publiques réelles des réseaux d'eau potable, en mettant fin aux délégations aux sociétés privées).

5.4. Débat avec le public (extrait de la synthèse de la CPDP)

Madeleine DESMOULIN a l'impression que tout est bouclé d'avance. Elle pense que ce processus n'est pas démocratique.

Philippe MARZOLF rappelle que les décisions politiques devront être justifiées et argumentées.

Monsieur CRIBAILLET rappelle que le projet Aqua Domitia faisait partie intégrante du programme électoral de Monsieur FRECHE. Il lui semble que les associations campent sur leurs positions depuis le début du débat. Il rappelle que la démocratie c'est le vote et qu'un débat public c'est écouter et évoluer.

(NR. M. Cribaillet devrait savoir que quelque soit le vote aux régionales, un projet de ce type doit faire l'objet d'un débat public contradictoire. Voter pour une majorité n'implique pas nécessairement ne plus discuter les propositions initiales si celles-ci s'avèrent créer des problèmes auxquels on n'avait pas penser dans la rédaction du projet politique. Ecouter et évoluer, est-ce abandonner tout esprit critique ?)

Philippe BAUCHET, Région Languedoc-Roussillon, est déçu de ne pas avoir convaincu l'audience sur certains aspects – PCB, économies d'eau... il rappelle que la moitié des besoins seront couverts par des économies d'eau. 600 millions d'euros vont être investis dans les économies d'eau. La question de la qualité de l'eau touche l'ensemble des ressources du

Languedoc-Roussillon et ne concerne pas uniquement le Rhône. La région investit les démarches de bassins versants à hauteur de 600 000 euros par an.

(NR : Franchement ce n'est pas énorme ! A côté des 280 millions d'euros d'Aqua Domitia, le soutien aux démarches d'intégration par bassin fait pâle figure)

Michel BROUSSE, Vice-Président du Conseil général de l'Aude, se dit peiné que l'on mette en doute les efforts faits en matière d'économie d'eau. Il pense que le projet contribue à apporter une solution au besoin en eau potable exprimé par les citoyens et par les agriculteurs, à augmenter les rendements et à alléger les pressions sur les milieux.

Didier VORDY, Maire de Minerve, pense que si le projet ne permettra pas aux rendements d'augmenter, il permettra à tout le moins qu'ils ne baissent pas. Il pense aussi que les particuliers, en plus des agriculteurs, doivent économiser l'eau.

Thierry RUF estime qu'EELV n'est pas resté figé au cours du débat. EELV pense qu'Aqua Domitia n'est pas la bonne réponse, mais pense également que les écologistes et les agriculteurs doivent discuter.

(NR : j'ai aussi remarqué que le discours politique sur Aqua Domitia n'a pas varié de la première à la dernière réunion. La pédagogie était de répéter sans cesse la même chose, à l'image du film de présentation chaque fois repassé. En revanche, l'attitude des cadres de BRL a changé au cours du débat, sous le double effet des arguments recevables portés par des acteurs questionneurs du projet – on verra que ces arguments ont été enregistrés par la commission et qu'ils font sens globalement) et sous l'effet du changement de directeur général de BRL en cours de débat, lié à des visions non concordantes entre la région porteuse de l'idée de service public de l'eau et l'ancienne vision de BRL entreprise rendant compte à ses actionnaires. A ce sujet, EELV-LR approuve certaines évolutions politiques dans cette gouvernance publique, mais estime que Aqua Domitia est inadapté et défend une autre politique).

Michel DEBLAIZE, Agence de l'eau, déclare qu'une dizaine de millions d'euros sont consacrés par an dans des actions d'économie de l'eau (eau potable et irrigation). Une réflexion est menée avec région sur la définition d'une cible de consommation d'eau par habitant. Enfin, si le barrage du Lanoux, évoqué comme une alternative éventuelle, est le plus grand des Pyrénées, il est réservé au seul usage hydroélectrique.

(NR : La politique, c'est l'art de rendre possible ce qui paraît ne pas l'être. Il n'y a aucune vocation naturelle et définitive à l'usage d'un barrage. Si on a besoin de sécurisation en eau potable, il faut étudier l'alternative et proposer des solutions adaptées pour un partage entre usage hydro-électrique et sécurisation de l'eau potable).

Jacou, le 29 novembre 2011

Thierry Ruf
Géographe de l'IRD
Conseiller municipal EELV à Jacou
th.ruf@orange.fr